

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos 22 fr.	52 Nos 30 fr.
26 Nos 11 fr.	26 Nos 15 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Fautier, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Perspectives de luttes

Bien que le succès du Front populaire ne fasse désormais guère de doute, il apparaît de plus en plus, au fur à mesure qu'on s'approche du scrutin, que ce succès ne se terminera pas seulement par des chants et des apothéoses.

Quand ils auront élu une « bonne » Chambre et renouvelé en partie le personnel politique, les électeurs ne tarderont pas à s'apercevoir qu'ils se sont battus (si l'on peut dire) contre des ombres, et que le véritable adversaire, le capitalisme et la réaction sociale, reste intact.

Il est clair que, jusqu'ici, cet adversaire n'a pas semblé le moins du monde incommodé par les redondances contre les deux cents familles, par exemple. Depuis « le Boche paiera » jusqu'à « il faut faire payer les riches », en passant par la formule renaudienne, « prendre l'argent là où il est », l'histoire politique de l'après-guerre est riche de ces apparences démagogiques avec lesquelles on attire aux urnes les électeurs. Cependant, malgré ces promesses alléchantes, c'est toujours les pauvres qui ont craché au bassin.

Et comment aurait-il pu en être autrement, puisque le pouvoir politique est étroitement dépendant du pouvoir économique qui, lui, est dans les mains innombrables du capitalisme ! C'est donc une illusion dangereuse pour le prolétariat que de lui laisser croire que la conquête du pouvoir politique pourra être suffisante pour lui donner — ou plutôt pour donner à ses maîtres nouveaux — le pouvoir économique.

Nous disons, nous, que c'est exactement l'inverse : l'affranchissement politique et social est conditionné en premier lieu par l'affranchissement économique.

Instinctivement, d'ailleurs, il semble que les masses ouvrières rendues sceptiques par tant de défillements, commencent à sentir cette vérité profonde.

Par une coïncidence singulière, il va se trouver, cette année, que la date symbolique par excellence des aspirations revendicatives de la classe ouvrière, le 1^{er} mai, tombe entre les deux tours de scrutin. Or, le 1^{er} mai 1936 sera peut-être le point de départ d'une formidable lutte ouvrière. On sait que c'est à cette date que les mineurs ont décidé de commencer la grève générale sans limitation de durée, si les magnats du Comité des Houillères maintiennent le refus brutal qu'ils ont opposé à leurs légitimes et pourtant bien modestes revendications.

Nous avons eu déjà l'occasion de signaler ici même l'attitude identique adoptée par les dirigeants du Comité central de la Laine à propos des 40 heures et du contrat collectif.

Or, avec ce que la C. G. T. appelle les « idées maîtresses » du Plan, les 40 heures et le contrat collectif seront les objectifs majeurs du 1^{er} mai 1936.

Nous reconnaissons bien volontiers que ce sont là de bonnes formules. Mais nous nions catégoriquement que l'action parlementaire soit suffisamment efficace pour les imposer. Or, la proximité du scrutin définitif risque d'altérer la signification profonde que doit avoir le 1^{er} mai 1936.

Devant les perspectives de lutte qui s'ouvrent devant les travailleurs, ne laissons pas les politiciens les endormir une fois de plus par leurs boniments anesthésiants. Plus fort que jamais, crions-leur que leur salut ne dépend que d'eux seuls.

Notre Numéro Spécial du 1^{er} Mai

Nous préparons pour cette date un numéro spécial qui sera entièrement consacré à l'actualité ouvrière et aux luttes passées et à venir qui se rapportent à l'action syndicale et à la lutte contre la guerre.

Il contiendra, en outre, à l'occasion du cinquantenaire du 1^{er} mai 1886, un historique complet des événements qui eurent lieu ce jour-là à Chicago et de leurs conséquences qui occasionnèrent la mort de plusieurs de nos camarades, surnommés depuis les martyrs de Chicago.

Nous insistons auprès de tous nos amis pour assurer à ce numéro de propagande une diffusion exceptionnelle. Il sera laissé aux conditions suivantes :

Les dix Fr. 3
Les cinquante 12 50
Le cent 20

Adresser commandes et fonds à N. Fautier, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal Paris 596.03.

A bas le traité de Versailles!

Pendant que les négociateurs genevois nous laissent le temps de souffler, il ne paraît pas sans importance de revenir sur une question qui a soulevé une certaine émotion au Congrès de l'U. A.

Le rapporteur prétendait donc que, parmi les buts que les anarchistes devaient se proposer afin de mener un combat efficace contre la guerre, l'annulation du traité de Versailles devait figurer au premier rang. Thèse surprenante, au premier abord en ce qu'elle heurte les façons de voir habituelles de beaucoup de militants. Qu'avons-nous besoin, jugeaient ces derniers, de nous préoccuper du traité de Versailles ? Avons-nous la prétention de lui en substituer un meilleur ? Ce sont là les affaires de l'impérialisme et non pas les nôtres. Le traité de Versailles, certes, est injuste, mais quel traité ne l'est pas ? En poursuivant son annulation, ne semblons-nous pas admettre qu'il peut y avoir de justes traités ? Ne conduisons-nous pas la classe ouvrière à penser que la voie d'une révision, d'une amodiation de Versailles pourrait écarter la guerre ? Or, il n'y a point de paix possible en régime capitaliste...

Telles sont, brièvement reproduites, les observations de certains congressistes. Sont-elles fondées ? C'est sur ce point que nous voudrions reprendre la discussion devant tous les lecteurs du « Libertaire » dans l'espoir de les convaincre comme il nous a semblé avoir convaincu les délégués au congrès.

Tout d'abord, faisons remarquer que la position de principe de nos contradicteurs, si elle s'inspire de la tradition, ne se justifie en aucune manière. Il nous paraît, en effet, que le traité de Versailles ne doit pas être considéré comme une affaire purement impérialiste. Le traité, certes, a créé un état de fait intéressant directement l'impérialisme en modifiant, par exemple, le statut territorial de l'Europe. Mais dirons-nous, pour autant, qu'il n'a pas modifié la situation des prolétariats français et alle-

mand ? C'est peut-être justement la caractéristique des traités modernes d'être autre chose que de simples ajustements de frontières comme le furent les règlements intérieurs, règlements qui ne modifiaient pas profondément le sort des peuples. On peut dire, par exemple, que le traité de Francfort n'a pas plongé le prolétariat français dans la misère. Mais en dira-t-on autant du traité de Versailles ? Croit-on qu'il n'est pas à l'origine de l'effroyable situation où se trouve le peuple allemand depuis 1919 ?

En refusant d'entrer dans ces considérations, la classe ouvrière de ce pays prendrait donc à son compte la violence qui a réduit les travailleurs allemands au chômage, à la famine et, finalement, à subir l'épreuve du national-socialisme dont la plate-forme principale a été justement l'abrogation de Versailles. Elle se rendrait ainsi complice de l'impérialisme français. En lui proposant, au contraire, de se désolidariser complètement d'avec les signataires du traité, nous lui demandons de rompre avec une politique d'abandon de ses responsabilités propres. Celles-ci sont énormes. Si elles étaient apparues nettement aux yeux du prolétariat, au lendemain de la

Pour affirmer la valeur de l'action directe et la véritable souveraineté des travailleurs,

Vous chômez le 1^{er} Mai !

Pour imposer votre volonté de paix contre toute guerre ;

Pour faire reculer le fascisme et défendre les libertés ouvrières ;

Pour préparer la libération du travail et l'affranchissement de toute oppression capitaliste et étatiste.

(Lire la suite en 3^e page)

Electeur, écoute...

Parlementarisme est synonyme d'incompétence, d'irresponsabilité, d'impuissance et de corruption

Puisque tu veux bien, électeur, m'écouter, je continue.

Apprête-toi à assister à l'écrasement du temple magnifique que, dans ta candeur naïve, tu as élevé aux dieux de l'Olympe parlementaire.

Le chrétien croit, dur comme fer, que l'investiture sacerdotale confère aux prêtres les grâces essentielles, les vertus les plus rares, les connaissances les plus vastes et les pouvoirs les plus étendus.

Electeur, tu t'avères aussi naïvement candide que ce chrétien ; tu revêts le parlementaire qui officie dans le temple du Palais-Bourbon d'un caractère sacré, de vertus exceptionnelles, de grâces spéciales et d'un pouvoir souverain. Il fait partie de l'Aréopage auquel échoit la « glorieuse » mission d'édicter, en toutes matières, la loi. Il est membre de ce cénacle qui préside aux destinées du pays ; il plane en ces régions que peuplent les sommets inaccessibles au commun des mortels ; il parle tour à tour la langue des dissertations économiques, des spéculations nationales, des finasseries diplomatiques, des jongleries financières et des acrobaties politiques.

Tel il est, à tes yeux, du moins tel il faut qu'il soit : un surhomme, sachant tout, pouvant tout, un demi-dieu disposant de ton travail, de ton argent, voire de ton existence.

Je te le dis, humble votant : si laide que tu te prétendes et que tu te croies, tu es, quand au fond et dans le prosaïsme des réalités, un religieux, un mystique, un illuminé.

Tu songes à l'importance et à la variété des problèmes que le parlementaire est appelé à résoudre et tu te dis : « Faut-il qu'il soit savant ! »

Tu effraies à la pensée des soucis écrasants et des lourdes responsabilités que se résignent à s'imposer les hom-

mes au pouvoir et tu te dis : « Faut-il qu'ils en aient du courage et du dévouement ! »

Tu as tellement entendu parler des combines plus ou moins malpropres qui sont monnaie courante dans les sphères parlementaires et gouvernementales, des « pots de vin » qui y circulent, des enchères et surenchères qui sont de règle sur le marché des consciences dans ces milieux là, que, persuadé qu'il n'y a, dans les bruits répandus, qu'insinuations perfides et accusations injustes, tu te dis : « Faut-il que ces hommes soient purs et désintéressés pour que leur conscience scrupuleusement honnête résiste aux sollicitations qui les harcèlent ! »

Quelles illusions sont les tiennes !

La vérité est que parlementarisme est synonyme d'incompétence, d'irresponsabilité, d'impuissance et de corruption.

Raisonne un peu, électeur : impose-toi l'effort de réflexion auquel je t'invite et tu comprendras que si tu crois encore à la compétence, à la responsabilité, à la puissance utile et à la probité des parlementaires, tu as été et demeures terriblement mystifié.

Le représentant du peuple devrait tout savoir, puisqu'il est appelé à se prononcer sur toutes les questions qui intéressent la vie politique et économique, nationale et internationale, intellectuelle et morale du pays. Il faut qu'il soit en possession de toutes les connaissances qu'embrasse le bon fonctionnement de tous les services — et tu sais s'il y en a ! — destinés à assurer dans la mesure du possible la prospérité de

Lire en 3^e page les résolutions votées par le Congrès de l'U.A. et les premières impressions.

guerre, il est bien certain que la face de l'Europe eût été changée et que nous n'aurions pas à supporter aujourd'hui ce lourd héritage d'indifférence.

Question de principe donc, opposant à la violence impérialiste, la justice internationale, à la démission la capacité de la classe ouvrière. Mais aussi question politique, attitude dictée par les événements. Ceux-ci montrent, en effet, que l'impérialisme français prétend donner à la prochaine guerre la base d'une défense des traités. On sait comment la grande presse, après le discours de M. Flandin à Vézelay, exploita hardiment le thème. Toute une métaphysique s'élabore, prenant ses arguments dans une prétendue sainteté des contrats, le respect de la chose signée, paraphée, qu'on oppose au bon plaisir des souverains, dictateurs ou démocrates, et singulièrement à ce droit éternel du peuple allemand au nom duquel Hitler prétend justifier sa politique.

Nous avons dit, en d'autres occasions, ce qu'il fallait penser de ce jurisme de nos hommes d'Etat. Pour nous, la validité d'un contrat, sur le plan international comme sur tout autre, est subordonnée à la liberté des contractants. Les traités, qui furent en tout temps des règlements imposés par un vainqueur à un vaincu ne sauraient entrer dans la catégorie des contrats. Ils sont de précaires dispositions correspondant à un rapport donné des forces, dispositions que la violence a faites et que la violence peut défaire. Derrière le verbiage des politiques, il faut apercevoir la vraie pensée de l'impérialisme qui est, en l'occurrence, de maintenir coûte que coûte le statut territorial et économique issu de Versailles, d'empêcher l'Allemagne de recouvrer les territoires, même allemands, qui lui furent enlevés, de la priver de son domaine colonial et d'empêcher ainsi qu'elle ne redevienne, sur le plan commercial, cette concurrente redoutable qui osa menacer la suprématie de l'Angleterre même.

(Lire la suite en 3^e page)

Camarades, “le libertaire” a besoin de vous

Depuis plusieurs semaines nous nous sommes abstenus de lancer les éternels appels pour le libertaire, parce que nos rentrées du début de l'année avaient été bonnes. Grâce à elles nous avons pu sortir deux numéros sur six pages, améliorant ainsi notre présentation. L'effort qui fut fait pour la campagne anti-parlementaire a de nouveau creusé un trou dans notre maigre budget. Pour assurer notre parution régulière, il faut rapidement le combler. Voilà pourquoi nous faisons un appel pressant auprès de tous nos camarades. Pour notre prochain numéro, il est absolument indispensable que chaque camarade fasse un effort et nous envoie son obole.

La souscription permanente du Libertaire actuellement encore fait partie intégrante de notre budget. Le Libertaire a eu dans l'exercice des 16 derniers mois un déficit de 21.000 francs, qui a été comblé par notre souscription et par le bénéfice de nos fêtes. Ceci suffit à démontrer l'extrême nécessité de l'aide de tous nos amis.

C'est grâce à leur soutien que le Lib a pu mener le bon combat, c'est encore grâce à eux qu'il le continuera.

Mais ce n'est pas seulement un effort financier que nous leur demandons. C'est aussi un effort personnel de propagande. Il nous reste encore un assez grand nombre de numéros spéciaux : Ils doivent être largement répandus pendant la campagne anti-parlementaire. Pour en permettre la diffusion nous avons particulièrement soigné sa présentation, nous avons laissé son prix au taux le plus bas. Tous nos camarades s'en sont montrés satisfaits. Camarades, nous pouvons donc rembourser votre souscription en vous envoyant des journaux. Nous demandons tout particulièrement aux groupes qui ne nous ont pas encore adressé leur commande de le faire le plus rapidement possible.

Insistons sur ce fait. En assurant la diffusion du journal, vous diminuez d'autant votre secours financier.

Donc pour assurer le développement du Libertaire, pour lui permettre de continuer son bon combat, envoyez immédiatement votre obole. Adressez les fonds à N. Fautier, 29, rue Piat, Paris 20^e. Chèque postal : 596.03 Paris.

NOTRE NUMÉRO SPÉCIAL ANTIPARLEMENTAIRE

Il nous reste un nombre important d'exemplaires de notre numéro spécial antiparlementaire.

Tiré sur six pages, il contient d'intéressantes études sur les raisons de notre abstentionnisme électoral.

Nos militants et sympathisants doivent profiter de la campagne électorale pour lui assurer une large diffusion.

Prix pour 10 exemplaires 3 »
Prix pour 50 exemplaires 12 50
Prix pour 100 exemplaires 20 »

(Voir la suite en 3^e page.)

UNE LEÇON RÉTROSPECTIVE

La condition des ouvriers en 1915 sous l'Union Sacrée

De l'important ouvrage d'Alfred Rosmer: Le Mouvement ouvrier et la guerre (1), nous extrayons le passage suivant qui traite de la condition des ouvriers sous le régime de l'Union Sacrée. On ne peut mieux la résumer, cette condition ouvrière, que le fit Millerand quand il répondait aux délégués de la Fédération des Métaux, qu'en temps de guerre il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales. Pendant que les munitionnaires s'enrichissaient scandaleusement et à un rythme vertigineux, les salaires des

ouvriers étaient dans la plupart des cas réduits de 25 à 50 %, comme en témoigne un rapport de la Fédération des Métaux à l'occasion du 1^{er} mai 1915.

Nos lecteurs liront ces documents avec intérêt. Ils leur serviront à deviner la nouvelle Union sacrée que préparent les partis dits ouvriers sous le nom d'Union de la Nation Française, qui, comme sa devancière, menace de conduire le prolétariat à une nouvelle catastrophe.

Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales : il n'y a plus que la guerre.

Millerand,
(Déclaration aux délégués de la Fédération des Métaux, 13-1-15.)

Nous avons déjà eu l'occasion de noter la paralysie générale qui immobilisa l'activité industrielle dès les derniers jours de juillet 1914 quand la panique s'empara de la population. Les moyens de transport avaient été réquisitionnés par l'autorité militaire ; les commandes en cours d'exécution étaient suspendues ; un moratoire était accordé aux débiteurs ; on se trouvait devant une situation entièrement nouvelle pendant laquelle seule l'industrie de guerre pouvait travailler. Mais l'Etat-Major croyait à une guerre de trois mois ; les fournisseurs ordinaires suffiraient à assurer le ravitaillement des armées. A la désorganisation du travail provoquée par la mobilisation s'ajoutait un chômage considérable. L'Union des mécaniciens de la Seine écrivait alors au ministre de la Guerre pour lui demander de réquisitionner les usines. Elle ne reçut qu'une réponse évasive :

MINISTÈRE DE LA GUERRE 9 août 1914.

Vous m'avez demandé si mon administration avait l'intention de réquisitionner les ateliers de mécanique de Paris et si l'on serait possible de donner du travail aux ouvriers mécaniciens. J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette question a été posée au service compétent ; je ne manquerai pas de vous informer de la décision qui sera prise.

Pour le Ministre : Le chef adjoint.

La réponse touchant la réquisition des ateliers ne vint jamais. Mais le travail revint, assez vite. Après la première débâcle de la fin août, l'Etat-Major et les gouvernants durent se rendre compte que les choses ne se passeraient pas comme ils l'avaient prévu. Il fallut improviser en hâte des fabrications nouvelles pour lesquelles rien n'avait été prévu. C'est alors qu'on vit des intermédiaires de toutes sortes, des actrices, des « gens du monde », des journalistes, se charger d'assurer l'approvisionnement de l'armée pour des fournitures particulièrement urgentes.

A cette reprise désordonnée succéda une réorganisation progressive du travail, gérée par les rivalités qui se manifestaient entre industriels, les fournisseurs habituels de la Guerre revendiquant le monopole des commandes. Mais l'armée était tellement démunie et le caractère de la guerre imposée à l'Etat-Major exigeait tant de fournitures nouvelles qu'il y eut bientôt du travail pour tout le monde.

Pour les exécuter, les industriels ne disposaient que d'une main-d'œuvre de fortune ; les meilleurs ouvriers étaient aux armées, les équipes étaient désorganisées. Cependant il ne s'agissait, pour la plus grande part, que de fabrications faciles que le perfectionnement incessant du machinisme allait constamment simplifier, mettant au premier plan le rôle du manoeuvre spécialisé. Ces transformations de la technique opérées sous l'aiguillon de la nécessité auront d'énormes conséquences, sociales et économiques, notamment par leur extraordinaire capacité de production hors de rapport avec ce qui existait jusqu'alors, quand on les appliquera plus tard aux fabrications du temps de paix.

Pour l'instant, elles permettent la formation d'une nouvelle main-d'œuvre : les femmes vont remplacer les hommes mobilisés, et les patrons feront rappeler du front leurs amis pour les installer devant des tours (on verra des notaires, des avocats, des marchands, fabriquer des obus) ; ils prétendaient ne pas savoir où trouver leurs anciens ouvriers. L'Union des mécaniciens de la Seine dénonçait cette opération en ces termes :

Puis ce fut un autre scandale. Devant le travail qui affluait, le ministère de la Guerre ayant invité les industriels à faire revenir leurs anciens ouvriers, ces messieurs s'empressèrent de faire revenir leurs parents, amis et clients, et peuplèrent ainsi les ateliers d'incapables.

Quand, plus tard, devant les tristes résultats obtenus, des observations furent faites, les industriels déclarèrent qu'ils ignoraient où se trouvaient leurs ouvriers, et le ministre de la Guerre vint apporter leur réponse à la tribune de la Chambre (1).

Les deux politiques qui se sont opposées, celle des syndicalistes fidèles et celle des syndicalistes d'union sacrée, se heurtent ici également. Merheim les précisa au Congrès de Paris, quand Bled, pour étayer les résultats obtenus par la nouvelle politique « réaliste » affirma que la C.G.T., se substituant à la Fédération des Métaux, a défendu les intérêts des ouvriers métallurgistes — laissant entendre que la C.G.T. seule pouvait le faire parce que amie du gouvernement, tandis que la Fédération des Métaux par son attitude « verbale » contre la guerre en était empêchée. Voici comment Merheim répondait à cette impudente affirmation :

Vous avez dit, citoyen Bled, que la majorité défendait à notre place les intérêts des métallurgistes. Oui, vous les défendez en tant que personnalités, en tant qu'individus, vous rendez des services personnels, mais vous oubliez de dire que c'étaient des intérêts généraux qu'il fallait défendre, et ceux-là seuls, et vous les sacrifiez à des intérêts personnels.

(1) L'Union des ouvriers mécaniciens de la Seine, décembre 1916.

Au contraire, pour ma part, je me suis refusé pendant des mois et toujours à toute démarche personnelle, disant : « Pas de défense d'intérêts personnels. Les intérêts généraux, oui, nous les défendons au nom et par l'organisation (2). »

Cette honnête défense syndicaliste des ouvriers était rendue difficile par la composition de la nouvelle main-d'œuvre : d'une part, des non-mobilisables, des femmes, parfois des enfants. « Ils n'ont pas de droits », a dit le ministre Millerand. De l'autre, des mobilisés en sursis ; s'ils s'avisent de protester contre l'exploitation éhontée des uns et des autres, on les réexpédie à leur dépôt séance tenante sans la moindre explication. Ils doivent s'estimer heureux de n'être pas au front et, en conséquence, se taire. Les réunions syndicales sont à peine tolérées ; en principe, elles sont permises mais à la condition formelle que l'ordre du jour en soit strictement corporatif, et les autorités peuvent toujours les interdire, selon leur bon plaisir. Les femmes, nouvelles venues à l'usine, ignorent l'organisation.

Mais si, pour les ouvriers, il n'y a plus de droits, plus de lois les protégeant, s'il n'y a plus que la guerre, pour les patrons il y a toujours et plus que jamais le profit. Avec cette main-d'œuvre enchaînée et bâillonnée, ils font ce qu'ils veulent et d'abord rognent les salaires alors qu'ils sont payés au prix fort.

La première tâche pour la Fédération des Métaux c'est d'explorer cette situation nouvelle, de connaître et de faire connaître. Les premiers renseignements qu'elle peut rassembler, sur les usines de la région parisienne et de province, elle les publie dans le premier numéro de guerre de l'Union des Métaux, celui du Premier Mai 1915, après les avoir expédiés au fur et à mesure au ministère de la Guerre pour que celui-ci ne puisse prétendre les ignorer ; ils soulignent ce que fut la préoccupation dominante des patrons pendant l'union sacrée.

L'action patronale et l'union sacrée

A l'occasion de la guerre, on a beaucoup parlé d'union sacrée, de réconciliation, etc. Nos « maîtres », les patrons de la Mécanique et de la Métallurgie, nous ont montré qu'ils n'avaient rien oublié et qu'ils continuaient leur lutte de « classe » malgré la guerre.

Soulignons, en passant, la différence dans les actes entre les gouvernants anglais et français. Les premiers ont consulté les organisations syndicales, discuté avec leurs représentants les conditions de travail et de salaires, réquisitionné les usines et fixé les bénéfices de patrons à 10 %, tout en les obligeant à payer les tarifs syndicaux. Les seconds, au contraire, ont convoqué les seuls patrons. Au Comité des Forges, ils ont remis les commandes directement, à charge par lui de les répartir.

A la disposition du Comité des Forges, ils ont mis, sans contrôle, les sursis d'appel qui ont permis de faire rentrer des dépôts, même du front, des ouvriers, employés, propriétaires, rentiers, etc. qui de leur vie n'avaient vu une machine-outil.

Ainsi, maîtres de la situation, les patrons ont commencé par prendre une décision fixant un maximum de 0 fr. 75 de l'heure aux salaires des ouvriers travaillant à l'usage des obus, munitions, matériel de guerre, etc. Voici, d'après les rapports que nous avons établis et envoyés au ministère de la Guerre, quelques-uns des prix payés au début :

Maison Brasier (Jery). — 0 fr. 625 de l'heure au lieu de 1 fr. 10 et 1 fr. 20 avant la guerre.

Maison Kellner (carrosserie). — Réduction de 30 % sur les salaires.

Moteurs « Le Rhône ». — Diminution allant jusqu'à 25 %. Des pièces payées 0 fr. 60 avant la guerre furent réglées 0 fr. 44 au mois de septembre 1914.

L'Eclairage électrique (rue Lecourbe). — Des ouvriers militaires, occupés à l'usage des obus, sont payés de 0 fr. 60 à 0 fr. 80 de l'heure. Aux tours « Potter », de 0 fr. 40 à 0 fr. 80 de l'heure.

Automobiles Renault (usage d'obus). — L'arbitraire le plus complet, et les salaires varient de 0 fr. 45 à 1 fr. 10 de l'heure. Les ouvriers occupés à l'usage des flechettes, 0 fr. 50, et les femmes, 0 fr. 35 de l'heure.

Maison Piat. — Refuse de payer plus de 0 fr. 75 de l'heure, déclarant que ce maximum a été fixé par un accord passé entre industriels.

Maison Krauss. — Abaisse les salaires de 1 fr. 20 à 1 fr. 50, à 0 fr. 75 de l'heure. Maison Perceval (avenue Parmentier). — Fabrique de gamelles et de marmites pour l'armée. Elle embauchait à 8 francs, mais retenait 4 francs par jour pour une caisse des mobilisés (3).

Maison Caffort. — Diminution de 0 fr. 10 à 0 fr. 20 de l'heure, plus une retenue de 10 %.

Maison Latil (Levallois-Perret). — Diminue les salaires de 0 fr. 20 à 0 fr. 30 de l'heure et impose une retenue de 10 %.

Maison Chamond. — Paie 5 francs par jour aux ouvriers mobilisés gagnant 10 à 12 francs avant la guerre.

Société d'outillage mécanique (anciennes usines Bouhey). — Aux civils non mobilisables, de 0 fr. 90 à 1 franc de l'heure. Aux mobilisés, de 0 fr. 60 à 0 fr. 70. Aux réfugiés belges, de 0 fr. 50 à 0 fr. 55.

Maison Niclausse. — Aux ouvriers civils, de 0 fr. 85 à 0 fr. 90, soit 0 fr. 20 à 0 fr. 30

de l'heure en moins sur les prix antérieurs.

Aux mobilisés, 0 fr. 60 de l'heure. De Dion-Bouton. — Les ouvriers traicteurs militaires sont payés de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 de moins de l'heure que les civils non mobilisables. Très patriotiquement, cette maison paie 0 fr. 60 à 0 fr. 65 de l'heure aux réfugiés belges.

Thomson-Houston. — Aux ouvriers mobilisés, 0 fr. 70 au lieu de 1 franc à 1 fr. 10 de l'heure.

Arrêtons là, pour le département de la Seine, cette nomenclature d'abus scandaleux. Et nos camarades, après cela, saouleront toute l'ironie de la note ci-dessous (Journal Le Temps, 14 avril 1914) :

« Au cours de l'une des dernières séances du Comité du Syndicat des mécaniciens et fondeurs de France, tenue sous la présidence de M. Jules Niclausse, à propos de demandes de renseignements formulées par diverses administrations sur les ouvriers mobilisés détachés dans les usines, il a été reconnu que la communication des chiffres relatifs aux taux des salaires ne serait pas sans inconvénients. »

C'est l'aveu et la confirmation de toutes nos affirmations. On n'ose pas communiquer le taux des salaires, tant les différences de maison à maison, et avec le taux normal habituel des salaires, sont énormes.

Nous enregistrons cet aveu. A nos camarades, nous disons : Certes, grâce à notre action syndicale et fédérale, aux rapports qu'il nous a été possible d'envoyer au ministère de la Guerre, au nom du Comité d'action, aux protestations individuelles ou collectives que nous avons suggérées, nous avons réussi, surtout pour les non mobilisés, à faire hausser ces prix. Mais nous devons le dire, ils ne sont pas encore ce qu'ils devraient être, car on paie largement, « très largement », nous a dit lui-même M. Millerand, ministre de la Guerre, et on peut, on doit payer les salaires normaux d'avant la guerre.

Que nos camarades, que nos organisations nous aident et continuent à nous renseigner sans se lasser et il nous sera possible de faire plus.

Notes et Glanes

♦ Donc, l'autre dimanche (sombre dimanche) la grenouille Thorez a « répondu » au bouff Hitler. Du moins, c'est ce qu'affirment les communistes. Eh bien ! Non ! Thorez n'a rien répondu. Primo, ses phrases creuses n'étaient pas en rapport avec les conditions précises de l'homme décapité de femmes. Secondo, il n'avait aucune qualité pour répondre. Heureusement pour nous ! Car le jour où le fascisme rouge de Thorez (allié à celui de Staline) règnera sur l'entité France, ça sera fatalement la guerre au fascisme brun du bel Adolf. Et, la guerre, nous ne la voulons pas, sous aucun prétexte.

♦ Au cours de son discours, Thorez a prévu qu'en une nuit, Hitler lancerait ses avions pour anéantir Paris ou autres grandes villes — reproduction de l'Huma du 9. — En dessous, une tête de chapitre « Hitler ne nous dictera pas sa loi ». Mais quels moyens préconise-t-il pour l'en empêcher ? Aucun ! Une bonne petite guerre y réussirait, peut-être ?

♦ D'ailleurs, un peu plus loin il déclare : « Nous ne convoitons pas un pouce de territoire étranger, mais nous ne laisserons pas toucher un pouce de notre sol. » Ce qui tend à dire qu'il faut défendre le sol national. Et l'internationalisme, alors ? — Je n'ose aller plus loin. — Car de déduction en déduction, je serais amené à dire que le communisme théorique des pontifes n'est que de l'individualisme pratique.

♦ Ensuite, très imbu des théories de Marx, il a « dénoncé le complot tramé contre le franc ». Capital, tu n'es pas mort ! Le parti des masses le soutient.

♦ Le plus beau, c'est la conclusion : « Nous vous appelons à vous prononcer : « Pour la paix, contre la guerre ; pour la liberté, contre l'esclavage ; pour le bien-être, contre la misère. » La Palisse a-t-il dit mieux ?

♦ Un qui, dans l'équipe, va encore plus fort que Thorez, c'est le pauvre Vieux... Dans l'Huma du 10, il est « triste » d'avoir lu un article du général de Castelnau dans l'Echo de Paris. Et, pourtant, P.V.C. : La bien connue aux armées, en 1915, quand il vantait l'union des Français, on était d'accord, à l'époque... Mais, aujourd'hui, ça ne gaze plus. Le vieux ne veut pas de l'union des calotins avec les communistes. Oublie-t-il que P.V.C. a été enfant de chœur, ou y a-t-il simplement rivalité d'église ?

♦ Et le lendemain, c'est la Croix qui enchaîne, sous la signature de Jean Guiraud. Du coup, P.V.C. ne sait plus où donner du goupillon ! En effet, comment fera-t-il pour être généralissime (qu'il suppose) des armées françaises communistes, s'il ne réalise pas l'union sacrée, génératrice de guerres ?

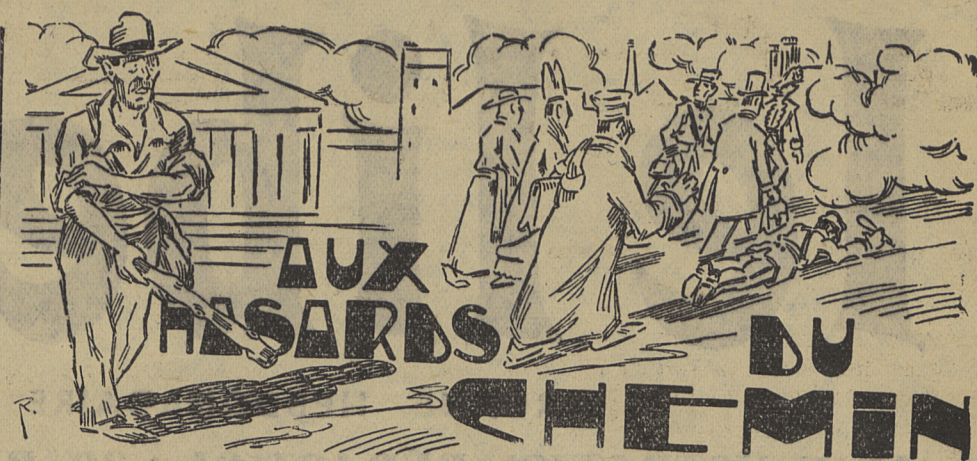
♦ Il m'a été narré ceci : à La Courneuve, en réunion publique, il y a quelques jours, un orateur communiste faisant appel à l'union de tous pour une France forte et heureuse, aurait dit que des membres des J.C. seraient entrés en relations avec des jeunes filles des J.O.C. Serait-ce un exemple de liaison... organique ?

♦ Et pendant que ces pantins nous font sourire, la situation devient tragique. La tension russo-japonaise s'accroît. La Turquie demande le réarmement des Détroits. Joseph-P. Boncour, à Genève, « voudrait la fusion de tous les pactes de sécurité actuellement établis en un seul grand pacte qui serait alors basé strictement sur les alliances militaires ». (Œuvre du 12.) C'est aussi l'Angleterre qui envisage la fermeture du Canal de Suez. Alors, braves copains, soyez vigilants, ne vous laissez pas surprendre. Dès à présent, menez l'agitation anti-guerrière. Consacrez-y tous vos efforts.

♦ Et, surtout ne vous laissez pas aller à l'optimisme de Jouhaux-le-Prébeud. Dimanche, à Strasbourg, n'a-t-il pas dit que « ceux qui parlent d'un danger immédiat de guerre vont beaucoup trop loin » et « qu'il ne faut pas laisser l'esprit de panique se propager ». Il est peut-être préférable de dire, comme à la marquise, que tout va très bien. Quitte, ensuite, à faire mea culpa, dire je me suis trompé, excusez-moi, faites votre devoir, et je reste conseil du Gouvernement. — Ta gueule ! Tartuffe...

♦ Lundi soir, en revenant du Congrès, j'ai entendu, Boulevard Barbès, à un poste de T.S.F., La Madelon. Et il y a vingt-deux ans, à même époque...

Henri GUERIN.



MORT D'UN POUSSAH

DE LA REPUBLIQUE

Il s'agit d'Henry Chéron, qui vient de rendre à Dieu, sa belle âme de politicien. Il retrouvera sans doute là-haut, sa copine sœur Thérèse, à qui il jouait si bien de l'accordéon aux alentours de sa dix-huitième année.

Chéron était le type du politicien français, bourgeois moyen, républicain, libéral, ami de l'ordre, et surtout conservateur. C'est lui qui sous le ministère Poincaré organisa la vie chère avec une maestria telle qu'elle lui valut de reprendre à Méline le surnom de Pain Chér.

Plus tard, ministre des Finances, sous Tardieu, le « père Gaspard », pratiqua une politique de thésauroisation des deniers publics qui, conjointement avec des « économies » massives fut pratiquée au détriment des petits.

Ces temps derniers, il faisait risette aux gaudes. Ce qui n'est pas suffisant pour que les travailleurs regrettent ce poussah républicain et suiffeux.

POUR LA PAIX

PAR TOUS LES MOYENS... Y COMPRIS LA GUERRE !

C'est en quelque sorte de cette manière que pourrait se résumer le plan français présenté par Flandin pour répondre au Reich.

Exagérons-nous ? Pas du tout, puisque l'article 3 du paragraphe II (Principes) prévoit « en cas d'infraction à la loi internationale des sanctions allant, s'il le faut, jusqu'à la CONTRAINTE PAR LA FORCE ».

AVEC L'AIDE DE STALINE

Cependant, Moscou a décidé que ce plan devait avoir toutes les sympathies de nos communistes. Et l'Huma du 12 n'hésite pas à reproduire un article de l'Isvestia, où il dit que « ce plan prouve que la France désire organiser la paix européenne sur la base de l'égalité des peuples (1) et sur la base de l'élimination des conséquences de la guerre mondiale » (sic).

Et ça continue par la promesse que l'« opinion publique soviétique appréciera certainement ce plan comme une base sérieuse pour des efforts tendant à l'organisation de la paix et l'appuiera ».

Staline et Flandin sont ainsi parfaitement d'accord. Ce n'est pas très rassurant...

COUTEUSE ET GAZEUSE...

C'est ce que sera la prochaine D.D.D.

Il paraît que la région parisienne vient d'être dotée au sud et à l'est de deux abris contre la guerre aérienne pouvant abriter 4.000 personnes. Ce qui est évidemment appréciable,

Sur une vieille affiche

Vous vous en souvenez comme moi, de cette face hirsute, de ce teint de brique neuve et de ce couteau lui barrant en deux le visage.

Vous vous en souvenez. C'était à l'époque où notre bourgeoisie française, risible dans sa peur, tremblait de voir un peuple secouer ses chaînes et mettre à mal ses tyrans.

Et bien l'affiche est ressassée. Du ridicule dans lequel elle s'était enlevée, on vient de la voir exhumée, mais cette fois, l'homme au couteau entre les crocs est rassé et les communistes l'ont repris à leur compte.

Ainsi, ce placard qui, jadis, anima la verve des hommes d'esprit, plus encore qu'elle n'inspira la crainte aux imbéciles, vous n'hésitez pas à la faire votre, cette affiche épouvantail, fruit d'une imagination chassarde, vous en faites votre propriété.

Vous auriez pu dénoncer les agissements des hommes d'industrie et de finance, entre les mains desquels nos politiciens revirevolent comme pantins, vous auriez pu mettre bas le masque aux Schneider, Krupp, Wendel et tant d'autres, vous auriez pu rappeler le parrainage de la France dans l'ascension d'Hitler, qui ne s'est pas hissé au pouvoir avec des discours, seulement, mais aussi avec des armes et de l'or, vous auriez pu évoquer le spectre de la Révolution allemande, assassinée par les soins de notre patrie — qui aujourd'hui, conduit, soutient vos bras vengeurs — vous auriez préféré offrir aux masses un Hitler carnavalesque et croquemitaine. C'était plus simple.

Au fait, vous avez raison après avoir emprunté à notre République décrépite, son drapeau et sa « Marcellaise », après avoir envahi son Sénat, après avoir partagé sa honteuse politique, après lui avoir ravi sa propagande lapiniste et patriotique, il était juste de lui disputer son ridicule.

Seulement permettez-moi de vous signaler qu'en dépit du louable effort que vous faites, dans le but de réformer votre programme, quelques mots d'ordre restent un peu désuets : lutte contre le capitalisme, éducation des masses, révolution sociale, etc., vous m'avez compris, j'en suis sûr, et de ceci je ne doute pas que vous teniez compte, ainsi qu'il s'impose.

Sinon je me verrais dans l'obligation de vous rappeler à un peu de décence.

Maurice Laisant.

Permanence du Libéraire

Nos camarades de la région parisienne sont prévenus qu'à partir de ce jour, la permanence du « Libéraire » est ouverte chaque après-midi à partir de 14 h. 30.

n'est-ce pas, pour une agglomération de cinq millions d'habitants !

Chacun de ces abris aurait coûté 2.000.000 de francs, le prix « unitaire » pour chaque habitant protégé ressortissant à 500 fr.

C'est évidemment pour rien cependant à côté de ce qu'aurait coûté les abris de la ligne Maginot, dont on dit, paraît-il, qu'ils reviennent à 50.000 francs par soldat.

On le voit, les marchands de canons ont trouvé de sérieux concurrents dans les marchands de ciment.

LE SUICIDE PAR PERSUASION

C'est de Montjaouis qu'il s'agit.

La direction du parti a réussi à le « convaincre » de se faire hara-kiri devant l'autel des dieux du Kremlin, représenté, en l'occurrence, par André Marty. C'est pourquoi Montjaouis a été invité à céder son siège à notre ex-officier mécanicien dont l'élection est ainsi certaine.

Le pauvre Montjaouis ira donc se faire tuer électoralement ailleurs... dans la circonscription voisine du XIII^e par exemple, s'il est inépuisable du pupiste Louis Gélis, et où il n'a véritablement aucune chance.

L'Huma a beau affecter de croire que la bataille est engagée entre les fascistes et les communistes, il n'en est pas moins vrai que le seul candidat qui compte est bien Gélis. D'ailleurs on se fait si peu d'illusion sur l'issue du scrutin que le seul reproche fait à Gélis dans l'article de l'Huma du 13, c'est de n'avoir pas adhéré catégoriquement au Front Populaire.

Il s'agit donc bien d'une opposition de complaisance, et Gélis, ami notoire des flics sera réélu. Et ce pauvre Montjaouis restera sur le carreau. Au grand bénéfice de Marty.

C'est beau l'esprit de sacrifice... surtout quand il est imposé.

UN ROMAN DE JULES RIVET

Emprisons-nous de signaler l'agréable petit roman *Paule Calou* que vient de publier notre ami Jules Rivet. On connaît la verve ironique et un peu amère parfois de notre humoriste. Elle se donne libre cours dans ce roman où les conformismes de toutes sortes en prennent un bon coup.

Jules Rivet — auteur de la *Vierge déshabillée* — doit avoir un goût marqué pour les tentes à poil. C'est un bon goût. C'est pourquoi sans doute, Paule, son héroïne principale passe son temps à se dévêtir.

Enfin, il y a surtout dans ce malicieux roman, un personnage de militant anarchiste, Denis, bien sympathique. Mais pourquoi, Jules, lui fais-tu attribuer la *Conquête du Pain à Sébast* ? Ou il s'agit d'une coquille, ou alors cet excellent Denis aurait besoin de revoir ses classiques.

Les romanichels.

UN COMBLE !

Mirabeau revendiqué par les communistes !

Ayant réduit la lutte des classes à la lutte contre les deux cents familles, les communistes ne reculent plus devant aucune des collaborations qui pourraient favoriser cette propagande purement démagogique.

Les voilà maintenant qui annexent... Mirabeau. Parce que celui-ci a prononcé quelques vagues phrases sur les 2.000 familles — elles étaient 2.000 alors — qui rançonnaient la France de 1789, le parti communiste placarde son effigie sur tous les panneaux électoraux.

Cependant, Mirabeau fut le type le plus achevé du politicien vénaux et félon. Pendant qu'il déclarait contre l'ancien régime à la Constituante, il traitait avec le roi et le reine pour étranger, contre argent comptant, la révolution naissante.

Cela fut connu après le Dix-Août, d'une manière indiscutable, par la découverte de l'armoire de fer des Tuileries, où se trouvaient les preuves de sa trahison.

Enfin, un certain Albert Mathiez, l'historien qui a complètement renouvelé l'étude de la Révolution française, et dont les chefs communistes ont dû tout de même entendre un peu parler, attendu qu'il fut plus qu'un sympathisant, a fait définitivement justice de toutes ces « gloires » pourries, dont s'enorgueillit la bourgeoisie républicaine ; les Mirabeau, les Danton, etc.

Il appartenait à nos nationaux-communistes de redonner une popularité à la mémoire de ce politicien abject, qui se vendit tout-jours au plus offrant et dernier enchérissseur. Et, somme toute, il n'est pas chez eux tellement déplacé. — L. A.

SUPERBE OCCASION

Études Révolutionnaires

1^{re} et 2^e série

par

JAMES GUILLAUME

Livres rares, complètement épuisés.

Le volume : 4 francs au lieu de 15 ; les 2 volumes : 8 fr. Franco : 10 fr.

Le Congrès de l'U. A. et ses perspectives

Sur l'organisation

Les délégués de l'Union Anarchiste, réunis en Congrès à Paris, les 12 et 13 avril 1936,

Considérant l'action néfaste des partis politiques qui, tous, entretiennent l'illusion d'améliorations possibles dans le cadre des institutions autoritaires et légales,

Affirment leur volonté de poursuivre une propagande permanente visant à la destruction du régime capitaliste et de tout étatisme par la lutte révolutionnaire, dont le but final sera l'instauration du Communisme libertaire, basé sur le principe de l'égalité économique, dans une société affranchie de toute exploitation et de toute oppression.

Devant les graves événements qui se préparent, le Congrès estime indispensable que notre mouvement anarchiste devienne puissant et prenne la place qui devrait lui revenir dans le mouvement social. Pour cela, il est nécessaire que tous ceux qui se réclament de nos conceptions anarchistes-révolutionnaires coordonnent leurs efforts et leur activité dans une organisation unique, dont il définit comme suit la constitution :

L'Union Anarchiste est composée de groupes et de fédérations régionales s'administrant d'une façon autonome et reliés entre eux sur la base du plus large fédéralisme.

Elle admet les adhésions individuelles dans les localités où il n'existe pas de groupe, tout en recommandant aux camarades isolés de faire tous leurs efforts pour constituer un groupe local.

Pour percevoir les fonds indispensables à toute propagande, elle adopte le principe d'une cotisation régulière mensuelle et annuelle. A cet effet, une carte et des timbres seront édités.

Le montant du versement annuel est fixé à 6 francs.

La cotisation mensuelle est fixée à 1 franc.

En outre, par solidarité envers les victimes de la répression, les groupes s'engagent à verser mensuellement 10 0/0 de leurs recettes au Comité d'entraide.

L'Union Anarchiste est administrée par une Commission administrative nommée par les Congrès. Cette Commission assume la responsabilité des œuvres de l'Union Anarchiste : le « Libertaire », la librairie, etc., et choisit dans son sein les camarades chargés d'en assurer la gestion, ainsi que le Secrétariat de l'organisation. Elle a également pour tâche de veiller à l'application des décisions prises dans les Congrès et de mener selon les suggestions des groupes toute l'action et la propagande nécessitées par les circonstances, en évitant toute déviation préjudiciable aux principes dont elle se réclame.

Groupons-nous tous autour du Libertaire, au sein de l'Union Anarchiste pour préparer la victoire du communisme libertaire

Le Congrès de l'Union Anarchiste s'est tenu pendant les deux jours de Pâques. Congrès réjouissant où la volonté de regroupement et d'action qui s'est manifestée dans notre mouvement depuis plus d'un an s'est affirmée plus forte que jamais.

Toutes les motions, les résolutions furent prises à l'unanimité. Réconfortant aussi par le nombre d'auditeurs qui assistèrent au Congrès marquant ainsi l'intérêt que militants anarchistes et sympathisants portent à notre journal et à notre organisation.

Un seul point noir, c'est que vu la crise et les frais de la campagne antiparlementaire, une douzaine seulement de groupes de province étaient représentés. Quelques-uns s'étaient excusés par lettres, dans lesquelles ils soumettaient leurs suggestions. Le Congrès a étudié la formation d'une fédération anarchiste dans diverses régions de France. Avant que trois mois s'écoulent, toutes ces fédérations seront créées. Mieux groupé, mieux organisé, notre mouvement va se développer rapidement.

Le Congrès eut aussi à s'occuper des événements graves qui nous menacent. Crise économique, fascisme, guerre. Et les débats

du dernier après-midi furent dominés par l'admirable rapport de notre camarade Lashortes sur la guerre. Dans ce rapport solide notre ami démontra clairement que toutes les rivalités des Etats ne sont que des intérêts impérialistes opposés. Que de ce fait les prolétaires ne devaient pas y participer. Et avec satisfaction, nous pouvons noter que si des oppositions de détails ont pu se faire sur certains points du rapport, c'est par un vote unanime que le Congrès approuva une motion condamnant la guerre et l'Union sacrée. Nous pouvons dire aujourd'hui avec fierté : un manifeste des Seize ne sortira jamais de nos rangs.

Vu le temps très court du Congrès, il fut décidé qu'une commission s'inspirant des débats, établirait un manifeste qui situerait nettement la position de notre organisation, sur tous les graves problèmes de l'heure présente.

Le « Libertaire » a, lui aussi, retenu l'attention des délégués. Ils ont tenu à envisager les moyens d'assurer son existence, son développement et faire qu'il devienne le journal de tous les anarchistes révolutionnaires. La parution hebdomadaire sur six

pages, afin de donner une plus large place à la voix de province, a été décidée pour le commencement de l'hiver.

Nos camarades de la F. C. L. ont suivi tous nos débats avec intérêt. Avant peu, sans doute, ils seront des nôtres. Ils viendront joindre leur activité à la nôtre. Notre organisation trouvera donc ainsi renforcée.

Nous avons donc raison de dire que nous sommes satisfaits des travaux de notre congrès. Un travail positif a été accompli pour établir solidement les bases et les œuvres de notre organisation et son programme d'action. La confiance renaît dans la pensée de tous. La lutte révolutionnaire qui s'engage actuellement trouvera les anarchistes à leur place de combat.

La faillite de tous les partis politiques, celle de demain du front populaire nous ouvrent un large avenir.

Déjà les travailleurs désabusés de ces partis tournent les yeux de notre côté, déjà ils rejoignent nos rangs.

Ayons donc, camarades, confiance dans l'avenir. Tous à l'œuvre groupés autour du « Libertaire », au sein de l'Union anarchiste pour assurer le triomphe du communisme libertaire.

Résolution contre la guerre et l'Union sacrée

Devant le danger de guerre, provoqué d'une part par le régime capitaliste et d'autre part, par la trahison des partis politiques et des organisations syndicales, intégrés dans le « Front Populaire », qui trompent la classe ouvrière sur l'efficacité d'une S.D.N. en faillite et se sont en outre déclarés prêts, sous prétexte de défendre les démocraties capitalistes contre le fascisme, à lancer les peuples dans un nouveau massacre ;

Les anarchistes groupés dans l'Union Anarchiste :

1° Dénoncent particulièrement l'attitude du Parti communiste-socialiste, qui s'est mis au service des impérialismes russe et français en soutenant la S.D.N. et les traités de violence et de rapine issus de la guerre ;

2° Se refusent à défendre le statut territorial et économique né du Traité de Versailles, responsable de la misère du peuple allemand et du succès du fascisme hitlérien ;

3° Considérant que la lutte qu'ils mènent pour la cause de l'émancipation sociale ne saurait se confondre avec la défense des impérialismes s'étiquetant démocratiques ou fascistes, qu'ils n'ont par conséquent à se faire tuer ni pour les uns, ni pour les autres, appellent les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la libération totale de toute oppression guerrière ou capitaliste, à réagir vigoureusement pour défendre leur droit à la vie et à réserver leur énergie pour abattre le régime qui engendre de pareilles calamités.

Ils leur demandent de lutter aussi contre le fatalisme qui pousse à l'acceptation de la guerre inévitable et de tout mettre en œuvre pour empêcher les gouvernants et les politiciens de réaliser leurs sinistres desseins. Mais si, malgré leurs efforts conjugués, la guerre ne peut être évitée, ils doivent, sans attendre des ordres qui pourraient ne pas venir, se préparer à répondre à l'ordre de mobilisation par la grève générale insurrectionnelle, seule capable d'arrêter la mobilisation.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine la publication du compte rendu complet des débats du Congrès.

lement pour tâche de veiller à l'application des décisions prises dans les Congrès et de mener selon les suggestions des groupes toute l'action et la propagande nécessitées par les circonstances, en évitant toute déviation préjudiciable aux principes dont elle se réclame.

La Commission administrative devra rendre compte de ses délibérations aux groupes et fédérations d'une façon régulière. Par contre, ceux-ci devront également rendre compte de leur activité particulière aussi régulièrement que possible.

Le « Libertaire » étant l'organe de l'Union Anarchiste, les individualités et les groupes adhérents sont tenus d'apporter leur soutien effectif à leur journal, qui constitue leur meilleure arme de propagande.

Le fait d'adhérer à l'Union Anarchiste engage le militant : 1° à fréquenter assidûment son groupe ; 2° à s'acquitter régulièrement des cotisations prévues pour subvenir aux nécessités de la propagande ; 3° à déployer une activité incessante dans les organisations ouvrières, et notamment dans les Syndi-

cats, pour les orienter vers une politique de lutte de classes et d'action directe et lutter contre l'inféodation politique et gouvernementale qui paralyse leur action.

L'exemple étant la meilleure forme de propagande, partout où il se trouve, l'anarchiste doit faire œuvre de militant et servir par tous les moyens la cause de l'émancipation sociale.

Sur la presse anarchiste

Reprenant la résolution des camarades de la Région du Nord, les anarchistes réunis au Congrès de Paris 1936, regrettant que l'extrême gravité des événements actuels n'ait pu faire cesser les divergences qui ont abouti à la dispersion des efforts et à la création de plusieurs organes de propagande qui, tout en visant au même but : le Communisme libertaire, se trouvent en concurrence pour des raisons d'ordre secondaire et ont, de ce fait, beaucoup de difficultés à paraître ;

Demandant à tous les anarchistes de s'employer unanimement à faire cesser au plus tôt ces rivalités qui entravent l'action commune et d'orienter le meilleur de leur activité vers le regroupement indispensable autour d'un seul journal, qui serait ainsi assuré d'une parution hebdomadaire régulière et d'une présentation pouvant concurrencer efficacement les journaux de nos adversaires ;

Proposent que le « Libertaire », le plus ancien et le plus connu des journaux anarchistes, redevienne l'organe de tous les anarchistes, et que chacun s'emploie à le diffuser largement, afin d'accroître son rayonnement dans le mouvement social.

A propos du Syndicalisme

Les anarchistes, d'accord sur l'utilité du mouvement ouvrier, reconnaissant l'impérieuse nécessité de militer activement dans les organisations syndicales, laissent, toutefois, à chacun le soin d'adhérer à l'organisation syndicale de son choix, ayant pour objectif la réalisation totale de l'Unité syndicale sur la base de l'action directe, du fédéralisme le plus large et l'indépendance du Syndicalisme à l'égard de tout groupement politique et de toute influence étatique.

ÉLECTEUR, ÉCOUTE...

(Suite de la première page)

Mais, tout de même !... Se charger du pouvoir ? Est-ce donc si pénible et si courageux ? Quels sont les risques courus et les sacrifices consentis ?

Electeur, réponds-moi et, s'il est exact que l'exercice du pouvoir traîne à sa suite des risques aussi redoutables et des sacrifices aussi douloureux, explique-moi comment il se fait que tous les partis politiques et, au sein de chaque parti, tous les individus, ambitionnent par-dessus tout de prendre le pouvoir.

C'est, vraisemblablement, que, d'une part, les risques sont minimes et les sacrifices infimes et que, d'autre part, ils sont démesurément compensés par les multiples et précieux avantages attachés à l'exercice du pouvoir. Quant aux responsabilités, elles sont nulles.

Et voici pourquoi : tel parti politique a inscrit dans son programme électoral tel, tel et tel article.

Si ce parti politique est dans l'opposition et la minorité, il ne manque pas de dire qu'il a proposé, mais que la majorité et le gouvernement ont rejeté sa proposition.

Si le même parti est au pouvoir, de deux choses l'une : ou bien il a estimé qu'il était prématuré et imprudent de proposer et de soutenir un projet dont les chances étaient douteuses et dont le rejet eût amené la chute ministérielle ; ou bien, il a fait adopter ledit projet ; mais, renversé peu après, il n'a pas eu le temps d'appliquer la réforme votée.

Dans un cas comme dans l'autre, il décline toute responsabilité. Le fait est que les ministères connaissent une existence si éphémère qu'il leur est toujours aisé d'échapper aux responsabilités que des adversaires de mauvaise foi et de parti pris cherchent à leur imputer.

« Parlementarisme » est donc synonyme d'« irresponsabilité ».

Synonyme aussi d'« impuissance » ; car, obligé de se cantonner dans les limites étroites d'une constitution politique et d'un régime économique nettement déterminés, le Parlement est l'ima-

ge exacte d'un lac entouré de montagnes. Ce lac peut, assez fréquemment, être agité et même tempétueux, mais il reste forcément enfermé dans le cadre que les hauteurs environnantes tracent autour de lui.

Les bouillantes colères, les explosions d'indignation, les enthousiasmes délirants, les serments solennels, les engagements sacrés ont, au Parlement, tout juste la valeur de ces agitations périodiques qui secouent une vaste mare stagnante, qui font remonter à la surface la vase qui empuantit l'air, mais qui ne tardent pas à laisser retomber dans la mare la boue et la puanteur dont la minuscule tempête a révélé l'accumulation dans les profondeurs.

« Parlementarisme » est, enfin, synonyme de corruption.

M'étendre, ici, ce serait enfoncer une porte ouverte : les brigandages avérés et, plus encore, les scandales à demi étouffés et systématiquement limités, ont fixé l'opinion à tel point qu'il est banal de dire d'un Parlement qu'il est pourri et des parlementaires qu'ils sont corrompus.

Les meilleurs se putréfient dans un tel milieu.

Depuis un demi-siècle, je suis, de législature en législature, la vie parlementaire. Ah ! que j'en ai connus de ces hommes : jeunes, convaincus, ardents qui, élus pour la première fois, entraînent à la Chambre, animés des intentions les plus pures, dotés d'une conscience droite et d'une forte volonté, résolus à observer scrupuleusement les engagements pris.

Malheur ! Une législature suffisait à les corrompre.

A les corrompre ? Oui. Car je n'ai pas uniquement en vue cette corruption qui consiste à se salir les mains au contact des marchés, opérations, tripotages et escroqueries qui rapportent honneurs ou profits.

Je parle aussi et plus encore de cette lente désagrégation de la volonté, de cet abaissement graduel du caractère, de cet avilissement progressif de la cons-

ÊTRE GOUVERNÉ

Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, éprouvé, dirigé, légitimé, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, stimulé, apprécié, censuré, commandé par des êtres qui n'ont ni la science, ni la vertu.

Être gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, redressé, réformé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concessionné, pressuré, mystifié, volé ; puis à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprime, amendé, vilipendé, vexé, traqué, humilié, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, triché ; et pour comble, joué, berné, outragé, calomnié, déshonoré. Voilà le gouvernement ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon !

PROUDHON.

(Idée générale de la révolution).

science, de cette appréciation insensiblement obscurcie et déformée des faits et circonstances, de cette contamination qui finit par envahir, souvent à son insu, le législateur, sous l'influence du milieu spécial dans lequel il évolue et de l'atmosphère qui y circule.

Aussi, électeur, si tu as un bon camarade, ne l'incite pas à briguer ou à accepter une candidature ; s'il devient candidat, garde-toi de favoriser son élection et, si tu veux conserver aux idées que te sont chères un talent, une intelligence et un caractère, refuse à cet ami ton suffrage.

SEBASTIEN FAURE.

ABONNEZ-VOUS
AU « LIBERTAIRE »
TROUVEZ-LUI DES ABONNÉS

A bas le traité de Versailles !

(Suite de la première page)

En dénonçant, quant à lui, le traité de Versailles, le Proletariat français prendrait dès lors une assurance contre la manœuvre qui s'ébauche et qui consiste à lui demander, au nom du Droit, de défendre, une fois de plus, des intérêts qui ne sont pas les siens. Du même coup, il apporterait au peuple allemand opprimé la démonstration éclatante de sa solidarité active en se refusant de donner son appui à l'impérialisme versaillais, tandis qu'il enlèverait à la propagande hitlérienne son prestige essentiel. Il n'est personne, en effet, qui ne comprenne que le succès de l'hitlérisme s'explique par le caractère résolument anti-versaillais qu'il sut donner à sa politique. Mieux qu'aucun autre parti, en face de la social-démocratie qui déclarait accepter le traité, le National-Socialisme apparut comme l'irréductible ennemi de Versailles. Ainsi, il réussit à donner au peuple allemand abandonné, volé, trahi en deça et au delà des frontières, le sentiment exaspéré que l'hitlérisme seul, en reconstituant une communauté allemande qui n'acceptait plus rien du passé, qui niait toute responsabilité et révoquait tous les engagements souscrits par la force, pouvait lui apporter la libération et lui rendre cette justice que lui refusaient les autres peuples. Le nationalisme allemand n'a pas d'autre source. Mais précisément cette source serait tarie le jour où le peuple français, rompant avec des années de laisser-faire et de complicité, prétendrait révoquer à son tour ce monstrueux instrument d'esclavage et de mensonge (n'oublions pas qu'il affirme expressément la responsabilité unilatérale de l'Allemagne) que représente le traité de Versailles.

Est-ce tout ? Non. Cette nécessaire rupture prendrait un sens tout particulier au moment où la propagande communiste, répudiant toute la tradition de l'internationalisme prolétarien, prétend faire du respect des traités, la base même de sa politique. On sait comment il s'efforça récemment de donner à la décision d'Hitler de réarmer la rive gauche du Rhin le caractère d'un attentat contre la paix et comment il travailla

à faire admettre une discrimination entre les impérialismes, justifiant celui-ci et dénonçant celui-là comme perturbateur unique de la paix, distinguant celui-ci qui n'a pas intérêt à la guerre de celui-là qui fonde sur elle son espoir de révision des traités et, finalement, appelant toute la nation française au maintien de l'ordre issu de Versailles. C'est contre cette politique de trahison, de déshonneur et de mépris de tout ce qui fut jusqu'à présent la claire pensée internationaliste que se dresserait la volonté prolétarienne de rejeter une bonne fois le legs d'un odieux passé de victoire.

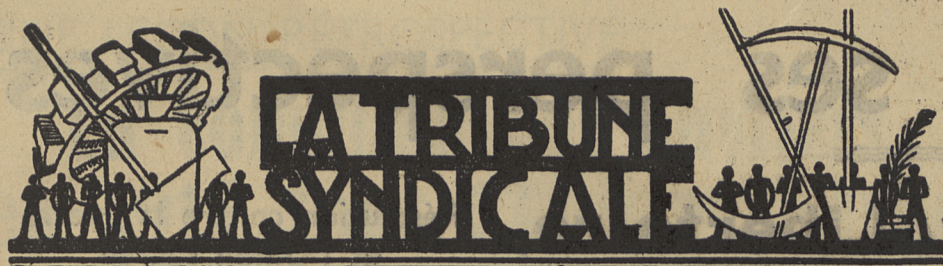
Avons-nous convaincu nos lecteurs ? Ils nous le diront. D'aucuns nous accuseront peut-être de formuler ici une revendication utopique. Nous ne le nions pas. Nous pensons qu'il est, en effet, utopique de penser que le régime capitaliste pourrait vouloir ou supporter une annulation de tout ou partie du traité de Versailles. Mais cette impuissance même où se trouve le régime ne doit servir qu'à mieux montrer sa malaisance et pose, par conséquent, la nécessité d'une action révolutionnaire pour la paix sans vainqueurs ni vaincus que, seuls, les travailleurs, enfin maîtres de leur destin, sauront donner au monde. Dès à présent, cette revendication, tout en nous préservant du poison nationaliste, ouvre les voies de l'avenir, elle rompt avec d'anciens errements, pose des responsabilités, met en garde contre les mensonges de l'impérialisme et préserve des entraînements vers une nouvelle croisade du Droit et de la Civilisation.

Que la classe ouvrière de ce pays proclame haut et clair qu'elle ne veut rien avoir de commun avec les bourreaux du peuple allemand, c'est par là que doit commencer une juste et concrète action pacifiste.

LASHORTES.

CAMARADES !
DIFFUSEZ NOTRE NUMERO ANTI-PARLEMENTAIRE.

VITE, ADRESSEZ-NOUS VOS COMMANDES.



LA C.G.T. DOIT AGIR

Le 1^{er} Mai Grève générale préventive contre la guerre?

«...Sans nier la valeur de la grève générale, moyen d'action spécifique ouvrier, on ne peut pas croire que ce moyen serait utilisable au moment où se serait développée une psychose de guerre. L'action contre la guerre, y compris le recours éventuel à la grève générale, doit donc être essentiellement préventive.»

C'est par ces paroles que le secrétaire général de la C. G. T., Léon Jouhaux, rendant compte de son mandat à la conférence des Internationales syndicales et socialistes, à Londres, répondait à ceux qui préconisent la grève générale en cas de guerre.

Evidemment, Jouhaux qui, au Congrès de Toulouse, s'était affirmé CONTRE TOUTES LES GUERRES, et qui venait, par le manifeste d'Union sacrée rédigé à Londres, de se renier en promettant le concours de la classe ouvrière de ce pays pour défendre le traité de Versailles et soutenir les visées impérialistes des gouvernements anglais, français et russe, ne pouvait, sans contradiction flagrante, donner même un semblant d'acquiescement à l'idée d'une grève générale insurrectionnelle en cas de conflit guerrier.

Le pacifiste, en temps de paix, qui compte sur ce terrain déjà pas mal de reniements, s'est d'ailleurs vanté d'avoir « défendu la paix avec passion pendant quinze ans ». Il parlait naturellement de ces dernières années car auparavant... insister serait cruel.

Ceci dit, simplement pour situer les responsabilités (car Jouhaux n'est pas seul à préconiser le sac au dos contre le fascisme), il saute aux yeux des moins avertis que c'est au contraire d'une action préventive activement menée que dépend le succès d'une grève générale anti-guerrière.

Je n'incrimine nullement nos camarades qui, avant 1914, employèrent leurs efforts à dresser les foules contre la catastrophe qui les menaçait mais je prétends que leur expérience malheureuse et la capitulation de certains a créé une situation de fait que nous devons savoir utiliser.

Dix-huit ans, à peine, nous séparant du dernier conflit. Les traces des ravages qui en sont résultés apparaissent encore à tous les yeux. Chaque jour un fait quelconque vient nous rappeler les conséquences de ce terrible fléau, dont le joug économique (Dette intérieure, pensions, etc.), s'appesantit lourdement sur les épaules des travailleurs. Les hommes qui ont fait la dernière guerre, ceux qui en sont revenus amoindris physiquement ou amputés, ont encore leur cerveau hanté par le cauchemar infernal des massacres sans nom auxquels ils participèrent et nombreux sont ceux, surtout les hommes en âge de repartir, qui n'acceptent pas l'idée de participer à une nouvelle tuerie.

J'en conclus donc que la situation actuelle est plus favorable qu'avant 1914 à la préparation d'une psychose anti-guerrière à opposer à la psychose de guerre. Les journaux ouvriers et les moyens de propagande sont suffisants pour amener une réaction salutaire dans les rangs ouvriers. Mais encore faut-il le vouloir ? Est-il utile d'ajouter que c'est dans la mesure où cette préparation sera intensifiée que l'on pourra escompter une action plus efficace au cas de déclenchement d'une guerre.

Cependant, puisque Jouhaux, et vraisemblablement le bureau confédéral de la C. G. T., sont partisans d'une action préventive, Y COMPRIS LE RECOURS A LA GREVE GENERALE, l'occasion s'offre à eux le 1^{er} mai d'obtenir, en cette journée revendicative, une grève générale massive contre la guerre, CONTRE TOUTES LES GUERRES.

Ce jour-là, toutes usines, bureaux, chantiers désertés, de vastes manifestations, de grands meetings doivent avoir lieu, non pour confirmer l'asservissement des peuples à leurs impérialismes et à leurs traités de rapines, mais pour imposer la paix tout court, le refus de collaborer à l'œuvre de mort et la volonté des travailleurs de s'opposer à toute entreprise guerrière, et d'en finir avec le régime de boue et de sang qui perpétue la misère, l'esclavage et la guerre.

Ainsi que le dit excellemment Belin, un des secrétaires actuels de la C. G. T., dans *Le Peuple* de dimanche dernier : « Une organisation comme la Confédération Générale du Travail, se doit, elle, de parler clair. Elle n'échafauder pas son action quotidienne sur de savantes combinaisons de politique étrangères (à toi, Jouhaux !). Elle a le sens de la solidarité ouvrière internationale. ET, J'ENTENDS BIEN, DE TOUTES LES SOLIDARITES OUVRIERES INTERNATIONALES (1). Pas au point, toutefois, je le dis selon mon sentiment, qui est le sentiment de beaucoup, d'engager la classe ouvrière française à se faire assassiner, pas au point de se suicider. »

Cette citation démontre bien que l'accord n'est pas unanime au bureau confédéral pour renouveler l'Union sacrée. Marquons le coup et passons.

Il n'en reste pas moins que, pour être efficace, cette grève générale anti-guerrière « préventive » que nous préconisons doit dépasser en ampleur celle du 12 février 1934 contre le fascisme. A cette époque, la division syndicale a favorisé pas mal de défections. Or, cette année, l'unité syndi-

cale maintenant réalisée semble préager un 1^{er} mai d'une ampleur considérable. Le mouvement ouvrier reprend confiance en lui-même et, notamment, dans l'industrie privée, un chômage total est envisagé. En outre, 140.000 mineurs poursuivront la grève si satisfaction ne leur est pas donnée concernant les revendications présentées par eux au Comité des Houillères.

Mais, la grève générale n'est pas une obligation pour les seuls travailleurs de l'industrie privée. Il appartient également aux travailleurs de l'Etat et des services publics : instituteurs, postiers, cheminots, transports, etc., de la rendre effective par leur participation totale. Les travailleurs chômant le 1^{er} mai ne comprendraient pas leur défection en un pareil moment et pour une telle cause. Bien entendu, cela implique des responsabilités qu'il faut savoir assumer en certaines circonstances. Elles auront cependant le mérite, en cette période de dupes électorales, de faire prévaloir la souveraineté de l'action ouvrière face au mythe de l'action parlementaire et gouvernementale que veulent perpétuer les politiciens.

Au moment où les sources de conflit se multiplient, tandis qu'à la suite de l'avance italienne en Ethiopie, le conflit anglo-italien renait de ses cendres et menace à nouveau la paix du monde, la classe ouvrière consciente de ce pays, passant au besoin par-dessus les dirigeants traités à sa cause, doit proclamer sa volonté de refuser son concours à de nouveaux massacres et d'employer sa force retrouvée à abattre le régime qui engendre de telles calamités.

Pour l'action préventive anti-guerrière qui s'impose : vive la grève générale du 1^{er} mai 1936.

N. FAUCIER.

LE CINQUANTENAIRE DU 1^{er} MAI INTERNATIONAL

Le mouvement syndical international et surtout le mouvement anarchiste auront également à célébrer cette année le 50^e anniversaire du 1^{er} mai 1886. Date choisie par la Fédération des Travailleurs des Etats-Unis et du Canada pour revendiquer la journée de huit heures par la grève générale.

On se souvient des événements tragiques qui se déroulèrent à cette occasion à Chicago. Une collision sanglante eut lieu entre les manifestants et une centaine de gendarmes. Or une bombe, lancée on ne sait d'où, tomba au milieu des policiers tuant sept d'entre eux et en blessant une soixantaine. Ce fut le signal d'une répression féroce qui s'abattit sur les animateurs du mouvement anarchiste et syndicaliste et qui aboutit à la condamnation à mort de huit d'entre eux : Auguste Spies, Samuel Fielden, Oscar Neebe, Michel Schwab, Louis Lingg, Adolph Fischer, Georges Engel, Albert Parsons.

Quatre d'entre eux furent exécutés l'année suivante par pendaison. Un cinquième, Lingg, se suicida quelques instants avant l'exécution. Quant aux trois autres dont la peine avait été commuée en celle de la prison perpétuelle ils furent libérés six ans plus tard, l'innocence de tous les accusés ayant été reconnue par le nouveau gouvernement de l'Illinois qui avait pris l'initiative de la révision du procès.

Aussi, le 1^{er} mai 1886 est-il à juste titre considéré comme le premier grand mouvement en faveur de la réduction de la journée de travail.

Pour commémorer comme il convient le cinquantenaire de cette journée historique de la lutte revendicative, faisons en sorte que le 1^{er} mai 1936 ne soit plus une journée de dupes. Faisons revivre le 1^{er} mai.

N. F.

PARIS-BANLIEUE

CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION AUX MILITANTS ET GROUPES DU CANTON D'ARGENTEUIL

Afin de couronner les efforts de propagande faits pendant la période électorale, dans les communes du canton et pour répondre à de nombreuses demandes de sympathisants désireux de nous entendre, dans nos critiques et dans nos exposés spécifiquement anarchistes, le comité révolutionnaire, antiparlementaire, le groupe régional organise pour le jeudi 23 avril à 20 h. 30, salle du café de la Mairie à Carrières-sur-Seine un meeting sur le sujet suivant : le Front populaire peut-il nous sauver ? Les camarades Frémont, P. Odéon, Le Meillour et Boudoux y prendront la parole.

Pour ce meeting qui doit revêtir une importance capitale pour nos idées, pour cette manifestation qui sera une affirmation de la renaissance du mouvement anarchiste dans la région, il est indispensable que tous les groupes et militants soient à Carrières le jeudi 23 avril.

Malgré les aboiements multiples de la meute politicienne déchaînée à nos chaussettes notre action anti-parlementaire et révolutionnaire continue son petit bonhomme de chemin.

Si les compagnons anarchistes, si les anarchosyndicalistes savent tirer des événements actuels les enseignements nécessaires, nous aurons un puissant mouvement anarchiste et un fort regroupement syndicaliste-révolutionnaire. Allons, les fatigués et les indécis, c'est le moment de descendre dans l'arène les efforts de tous sont indispensables si nous voulons travailler sérieusement pour la révolution sociale.

Jean Le Vieux.

P. S. — Pour tout ce qui concerne la trésorerie du Comité et du groupe s'adresser à M. Terrade, rue de la Fontaine, à Carrières-sur-Seine. Le samedi 20, assemblée générale du groupe.

LE COIN DES JEUNES

Après le Congrès de Pâques

Le congrès de l'U. A. qui vient de se tenir à Paris doit marquer un nouvel élan, une renouveau d'activité dans la jeunesse anarchiste.

Jamais les circonstances économiques et politiques, jamais les événements intérieurs et internationaux n'ont imposé aux anarchistes-communistes et particulièrement aux jeunes des tâches plus nombreuses, plus nettes et plus urgentes.

L'analyse objective de la politique que mènent les organisations de jeunes placées sous la tutelle des partis « d'extrême-gauche » nous amène à la constatation d'une abdication sans exemple que nous restons les seuls à dénoncer.

La Jeunesse communiste a suivi allégrement l'ancien parti de la « lutte de classe » dans le chemin de l'Union sacrée. Chez les chefs stalinien, la trahison a dépassé les prévisions les plus pessimistes. Tous les jours se multiplient les appels à la réconciliation française et les protestations d'amitié à l'adresse des fascistes.

« Nous n'avons pas, proclament les J. C., de parti pris contre les jeunes fascistes ; nous ne voulons pas dresser la jeunesse de gauche contre la jeunesse de droite. Nous voulons une France forte et libre capable de résister à Hitler, qui, le couteau entre les dents, se prépare à venir avec ses soudards couper les doigts de nos petits enfants. »

L'Union sacrée n'est plus un danger probable : elle est une réalité. Les communistes, suivis par la majorité S.F.I.O., préparent maintenant l'« Union des classes » chère à Sportuno Coty. De même que le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la théorie « classe contre classe » est tenue pour anachronique par les communistes-voyageurs du stakhanovisme. Il ne sera pas plus difficile de crier : « Collaboration de classes » que « Union de tous les Français » à ceux qui défilent, drapeau tricolore en tête, aux accents de la Marseillaise et en gesticulant : « Vive la France ! »

Mais la situation, telle que nous la font, d'une part, le capitalisme, et, d'autre part, les partis politiques, nous impose, je le répète, une tâche énorme et immédiate. Face à la trahison, il nous appartient de regrouper tous ceux qui ne marchent pas. C'est nous, anarchistes, qui devons réveiller dans le prolétariat la conscience de classe endormie.

Redoublons d'activité dans les syndicats. Là surtout, notre influence doit se faire sentir. L'organisation syndicale, les ouvriers groupés sur le terrain de classe, peuvent seuls travailler de façon effective au triomphe de la révolution prolétarienne.

Respectons, comme nous l'avons toujours fait, l'indépendance du mouvement syndical, mais cherchons à amener à nos conceptions révolutionnaires d'action directe les jeunes ouvriers organisés.

La jeunesse n'est pas encore mûre pour la prochaine. Ceux qui se refusent à marcher dans la guerre, quel que soit le prétexte invoqué, sont nombreux.

Chaque fois que dans les réunions publiques, dans nos groupes, dans nos congrès, je suis amené à parler de l'attitude des jeunes ouvriers devant la guerre, je compare la position des J.S. et celle des J.C. J'aime à signaler que les jeunes socialistes n'ont pas suivi leurs aînés dans l'union sacrée.

Si la S.F.I.O., presque unanime, accepte la guerre contre Hitler pour la défense de l'U.R.S.S., les jeunes réagissent. Ils s'opposent à toute guerre, dénoncent la réconciliation française et reprennent le vieux mot d'ordre anarcho-syndicaliste de la grève générale insurrectionnelle.

Chez ceux-là aussi nous avons du travail à faire. Lorsque la faillite du Front populaire s'avérera, laissant la classe ouvrière totalement désorientée, il faut que ces camarades trouvent en la jeunesse anarchiste l'organisation de classe qui n'a jamais quitté le chemin de la révolution.

Reformons solidement notre jeunesse. Camarade, tu dois entrer dans la lutte. Tu n'as plus le droit d'être indifférent ou négligent.

C'est notre peau que nous défendons. C'est la Révolution que nous préparons.

Tous au travail. RINGEAS.

Attentat bolchevick

Jeudi 16 avril, vers 16 h. 30, nos amis de Nanterre constatèrent que les communistes avaient collé des papillons sur nos affiches électorales. La municipalité étant communiste, nos amis allèrent trouver les deux adjoints pour leur demander de faire cesser ces pratiques peu loyales.

Le premier adjoint approuva et se déclara d'accord pour faire respecter tous les panneaux. Mais le deuxième adjoint, nommé Chevalier, se mit à crier : « Qu'est-ce qu'ils viennent réclamer, c'est eux qui collent nos papillons sur leurs affiches pour provoquer. »

Devant une telle réponse, nos amis répondirent que si cela continuait, ils sauraient ce qu'il leur resterait à faire.

En sortant, ils furent provoqués par une quinzaine de bolcheviks qui profitaient de ce que nos amis n'étaient que trois, les frappèrent sauvagement. Ils s'acharnèrent particulièrement sur notre camarade René Princé qui reçut un coup de poing américain à l'œil gauche.

Nos bolcheviks qui préchent la réconciliation de la nation française, eux qui prétendent n'avoir aucun parti-pris contre les Jeunesses Patriotes, ou les Croix de Feu, n'en ont donc que contre les militants ouvriers qui commettent le crime de ne pas approuver leur politique d'union sacrée.

Mais nous tenons à les prévenir que nous ne sommes pas de ceux qui se laissent injurier ou frapper. Nous avons pour habitude de rendre coup pour coup. Les communistes de Nanterre ou d'ailleurs feront bien d'en prendre bonne note. Nous leur demandons de cesser ces méthodes de provocations, ou alors ils pourraient en conserver de mauvais souvenirs. Nous ne permettrons pas que ces moeurs d'injures et de provocations, qui pendant si longtemps se sont exercées contre les socialistes ou les communistes d'opposition s'exercent contre nous. Nous ne les avons jamais tolérées, nous ne les tolérerons jamais.

Notre campagne antiparlementaire

Tous nos camarades anarchistes et sympathisants se doivent d'assister nombreux aux réunions ci-dessous :

VENREDI 17 AVRIL

Salle des Fêtes à la Mairie
A l'Hay-les-Roses

Orateurs : Berger, Ringeas, Desminière, Frémont.

SAMEDI 18 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles, 33, rue d'Alésia (14^e)
Orateurs : Sébastien Faure, Le Meillour, Boudoux, Odéon.

SAMEDI 18 AVRIL

à Amiens à 20 h. 30

Grande réunion publique et contradictoire : Le Front populaire peut-il nous sauver ?
Orateurs : Ringeas, Frémont.

SAMEDI 18 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles

43, rue des Poissonniers (18^e arr.)

Orateurs : Henri Lucien, Roger Julliot, Henri Guérin, Faucier.

MARDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles des Garçons

7, rue Jonnard (19^e)

Orateurs : Roger, Langlois, Ringeas, Henri Lucien.

MARDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles

55, rue de la Chapelle, 55

Orateurs : Henri Guérin, Faucier, Doutré, Julliot.

MARDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles

Rue du Square, à Gennevilliers

Orateurs : Delman, Frémont.

JEUDI 23 AVRIL, à 20 h. 30

à Carrières-sur-Seine

Grand meeting contradictoire
Le Front Populaire peut-il nous sauver ?

Orateurs : Odéon, Boudoux, Frémont, Le Meillour.

JEUDI 23 AVRIL, à 21 HEURES

Préau des Ecoles, 8, rue Maurice-Rouvrier à la Porte de Vanves

Orateurs : Lesec, Doutré, Berger, Ringeas, Michot, Pierre Odéon.

VENREDI 24 AVRIL, à 20 h. 30

Ecole Jean-Jaurès

Rue Viezel, Clichy

Orateurs : Delman, Roger, Langlois, Frémont.

VENREDI 24 AVRIL, à 20 h. 30

Rue Philippe-de-Girard

Orateurs : Henri Guérin, Doutré, Faucier, Ringeas.

SAMEDI 25 AVRIL, à 21 HEURES

Préau des écoles, 12, rue d'Alésia.
Meeting pour l'Amnistie.

NOS AFFICHES NOS PAPILLONS

Voir ci-dessous les conditions auxquelles nous pouvons fournir : affiches, tracts, papillons, journaux :

TRAVAILLEURS QUI VOTEZ LES ANARCHISTES VOUS PARLENT

AFFICHES (double colombier)			
Unité	0 50	francs	0 70
5 affiches	2 50	—	3 30
10 —	4 50	—	5 50
25 —	11 50	—	13 50
50 —	21 50	—	26 50

L'ENNEMI EST CHEZ NOUS (Colombier)

Unité	0 35
5 affiches	1 50
10 —	3 30
25 —	7 50
50 —	12 50
100 —	22 50

Nous rappelons à nos camarades que les affiches ne peuvent être posées que sur les panneaux électoraux.

PAPILLONS

En feuilles de 20 textes différents : 2 fr. le cent, 45 francs le mille, franco de port.

Communications Diverses

Groupe théâtral « Floral ». — Que nos amis prennent note de la date du 26 avril, pour assister nombreux à la sortie champêtre organisée par le groupe « Floral » dans la forêt de Montmorency, ou Saint-Prix, en vue de la cueillette du muguet.

Les indications exactes paraîtront dans la presse la semaine prochaine.

Union des Jeunes Pacifistes de France. Fédération de la Seine. — Réunion le mardi 21 avril, à 21 heures, à la brasserie Balhazar, 2 bis, boulevard Saint-Martin.

Comité de l'Entraide. — Le Comité de l'Entraide se réunira le vendredi 17 avril à 20 h. 30, Bourse du Travail, bureau 30, 5^e étage. Présence indispensable.

Cercle d'Etudes de la F.C.L. — Dimanche 19 avril à 15 h. précises, salle du restaurant Benoit, 73, rue du Faubourg-Saint-Martin (métro Châteaud'Eau et Gare de l'Est). Yvon de la Révolution prolétarienne parlera sur « Le Pouvoir et les classes sociales en U.R.S.S. ». Invitation cordiale à tous.

PETITE CORRESPONDANCE

Cacelle demande des nouvelles de Joannès Thiollière et de L. Ballet. Lui écrire à l'adresse suivante : Duval Jean, 77, rue Henri-Rolland, café Pierre, à Lyon.

Camarade désirerait vendre d'occasion 2 encyclopédies anarchistes. Ecrire à : A. Fischer, 10, rue de Dambach, Strasbourg-Neudorf (B.-R.).

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Centrale du Croissant (St Nila)
19, rue du Croissant, Paris-2^e

La Vie de l'U.A.

Jeunesse anarchiste. — Cette semaine pas de réunion au « Libéraire ». Tous aux réunions anti-parlementaires organisées par l'U. A. pour assurer le service d'ordre.

Groupe 5^e, 13^e. — Le groupe se réunit tous les jeudis à 8 h. 1/2 chez d'Arhaglan, 22, rue Broca (5^e).

Groupe du 14^e. — Samedi 18 avril, tous présents, à 20 heures 30 précises, au Préau, 93, rue d'Alésia, pour le service d'ordre. Le groupe fait appel aux amis de la Banlieue-Sud, Malakoff, Antony, 5^e et 13^e, pour venir appuyer Sébastien. — Ce soir vendredi, vente du Libéraire, de 5 h. à 7 heures, à la Porte d'Orléans.

P.-S. — Jeudi 23, tous au Préau Maurice-Rouvrier.

Groupe du 18^e. — Réunion le jeudi à 21 heures, 63, rue Doudeauville.

Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Banlieue Nord (Clichy, Asnières, Levallois-Gennevilliers). — Réunion du groupe, dimanche matin 19 avril, à 9 heures précises, 115, rue du Bois, à Clichy (salle municipale).

En raison de la vente du Lib., qui aura lieu aussitôt la réunion terminée, les camarades sont priés d'être présents à l'heure exacte.

Pour tous renseignements concernant le groupe écrire ou s'adresser à Le Bot Louis, 6, rue de l'Arbre-Sec, Gennevilliers (Seine).

Groupe de Puteaux, invite les camarades à venir nombreux à la réunion vendredi 17 avril à 20 h. 30, salle municipale, rue Riquet-de-Fillol, entrée par la rue Roussel. Décisions importantes à prendre concernant la propagande. Pour tous renseignements, s'adresser aux vendeurs du « Libéraire » à la porte Maillot ou aux marchés de Puteaux et Courbevoie.

Groupe Ermont et environs. — Grande fête artistique le samedi 18 avril 1936, à 20 h. 45, salle Montbazet, 1, rue de Pontoise, à Ermont. Partie de concert suivie de « Le Cultivateur de Chicago », comédie en 2 actes de Gabriel Timmory.

En supplément au programme grande attraction sensationnelle.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe Libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent devant nos amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat syndicaliste ». Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare. Pour tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Lille. — Les camarades et sympathisants peuvent se procurer le « Libéraire » le dimanche matin au marché de Wazemmes à l'angle des rues Sarrazins et du marché, la semaine au 56 bis, rue d'Éna. Tout ce qui concerne le groupe et la région du Nord doit être envoyé à De Mulder à cette dernière adresse.

Valenciennes. — S'adresser à Fromont, 1, rue Soudur.

Gros-Waeschal. — S'adresser à Hoche Meunier, 1, rue d'Arcole-Croix (Nord).

Amiens. — Pour les adhésions, s'adresser à Grévin, 3, rue Vascosan, Amiens.

« Le Libéraire » est en vente chez Legry, 3, boulevard de Châteaudun.

Reims. — Nous rappelons aux camarades que le groupe de Reims se réunit le dimanche à 20 h. 30, au café de la Comédie, rue Henri-Dart, à Reims. Un fraternel accueil est réservé aux camarades anarchistes de toutes tendances.

A chaque réunion, causeries entre camarades. Adresser tout ce qui concerne le groupe et la Fédération Libéraire du Nord à E. Ternaux, 34, rue Fléchambault, Reims.